

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 11/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS PARC PONT DE NORMANDIE

43 Avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

Références : 20251218 Suites et PAC
Code AIOT : 0005802929

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement SAS PARC PONT DE NORMANDIE implanté Z.I. Portuaire Sud - Entrepôts 1, 2 et 3 76430 Oudalle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'inspection du 26/03/2025 et reprend ses suites. Au regard du temps alloué à la visite, les articles I.2.2 et IX.3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2005 n'ont pas pu être contrôlés.

En outre, l'exploitant ayant déposé des compléments à un porter-à-connaissance déposé le 18/12/2024, l'inspection a contrôlé par sondage certaines des dispositions auxquelles l'exploitant s'était engagé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PARC PONT DE NORMANDIE
- Z.I. Portuaire Sud - Entrepôts 1, 2 et 3 76430 Oudalle
- Code AIOT : 0005802929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SAS Parc Pont de Normandie est un entrepôt de stockage constitué de trois bâtiments occupés par différents locataires. La responsabilité de l'exploitation est portée par le propriétaire. L'entrepôt est classé à autorisation pour les rubriques 1510, 1530-1, 1532-1, 2662-1 et 2663-1a et 2a.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification d'une ICPE	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article I.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
2	Modification d'une ICPE	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article I.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
3	Registre entrée - sortie	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article III.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Incompatibilités	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 8	/	Demande d'action corrective	1 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article II.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Stockage en racks	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article III.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Prévention des pollutions de l'eau	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IV.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
9	Moyens de lutte contre un sinistre	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IX.3.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
10	Moyens de lutte contre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Avec suites, Demande de justificatif à	Mise en demeure, respect de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	un sinistre	article 13	l'exploitant	prescription, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Stockages en masse	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article III.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette visite que l'inspection des installations classées proposera au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles II.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/07/2005 et du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017. En outre, l'exploitant doit régulariser sa situation administrative.

Les demandes sont listées dans les points de constats à la suite de ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification d'une ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article I.3
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Ces modifications doivent être intégrées dans une version mise à jour de l'étude d'impact et de dangers tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Porter-à-connaissance:

Ce point de contrôle concerne le dossier de modification redéposé le 18/12/2024 à la suite des compléments demandés par l'inspection le 13/05/2024.

Le contrôle a porté sur le respect des quantités de matières dangereuses présentées dans le dossier de modification en cellule 4 du bâtiment B, ainsi que sur la présence de la chambre pharmaceutique de 620 m² dans le bâtiment A.

Stockage :

Documents de l'exploitant:

Lors de la visite, l'inspection a consulté l'état des stocks du 18/12/2025.

Concernant la cellule 4 du bâtiment B, les quantités de matières dangereuses mentionnées dans l'état des stocks étaient en-deçà des quantités maximales présentées dans le dossier de modification.

Néanmoins, l'inspection a également constaté dans cet état des stocks :

- pour la rubrique 4320, 0,2385t d'aérosols sont stockés en cellules 6 et 7 du bâtiment A ;
- pour la rubrique 4330, 0,064t de liquides inflammables de catégorie 1 se trouvent dans la cellule 6 du bâtiment A ;
- pour la rubrique 4331, 1,7151t de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 se trouvent dans le bâtiment A ;
- pour la rubrique 4510, 12,9t de substances dangereuses sont notées en cellules A et C ;
- pour la rubrique 4511, 1,07t de substances dangereuses sont notées en cellules A et C ;

Ces stockages n'ont pas été mentionnés dans le dossier de modification.

Analyse de l'inspection des installations classées:

Bien que l'inspection constate que les quantités de matières dangereuses stockées en cellule 4 du bâtiment B sont cohérentes avec ce qui a été déclaré dans le dossier de modification porté à sa connaissance, la présence de matières dangereuses à l'extérieur de cette cellule l'interroge sur le classement du site.

- En effet, le dossier de modification précise que certaines quantités de matières dangereuses relevant de rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées, cumulées aux quantités déjà autorisées sur site, sont en bordure de seuil de changement de régime. C'est le cas pour les rubriques suivantes en considérant le dossier de modification et la situation autorisée du site :

Rubrique et classement	Nature	Quantité stockée	Seuil de changement de régime
4330 - Non classé	Liquides inflammables de catégorie 1	Quantité stockée : 0,9 t au sein de la cellule 4 du	1t (Déclaration)

	catégorie 1	cellule 4 du bâtiment B.	
4331 - Non classé	L i q u i d e s inflammables de catégorie 2 ou 3	- 48,9 t dans la cellule 4 du bâtiment B - 1 t dans le local de charge de la cellule 6 du bâtiment C	50t (Déclaration)

- Au-delà du franchissement de seuil, il apparaît que le dossier de modification précise que les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur site sont les suivantes :

4320 - D	Aérosols extrêmement inflammables contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	- 85t dans la cellule 4 du bâtiment B - 1 t dans le local de charge de la cellule 6 du bâtiment C
4510 - DC	D a n g e r e u x p o u r l'environnement aquatique de catégorie 1	45 t dans la cellule 4 du bâtiment B
4511 - NC	D a n g e r e u x p o u r l'environnement aquatique de catégorie 2	79 t au sein de la cellule 4 du bâtiment B

Au regard de l'état des stocks présenté le jour de la visite, les quantités susceptibles d'être présentes sur le site sont supérieures aux quantités susmentionnées.

- Et notamment, l'inspection s'interroge sur l'atteinte du seuil Seveso Seuil bas pour le site. En effet, en considérant les quantités de l'état des stocks le jour de la visite en addition des quantités sollicitées via le dossier de modification, il apparaît que la quantité de matière dangereuse susceptible d'être présente sur site ferait atteindre le seuil Seveso Seuil bas par règle du cumul. Ce seuil serait atteint au titre de la somme Sc concernant les dangers pour l'environnement (concernant les rubriques 4510 et 4511).

Compte tenu des constats établis, et des éléments de l'exploitant concernant le recensement des matières stockées, l'inspection rappelle à l'exploitant que :

- A l'exception des rubriques 1511, 1532, 2662, 2663, 1530 pour les matières stockées à l'intérieur des groupes d'IPD* (qui doivent être dans le cas présent regroupées sous la rubrique 1510), toutes les matières stockées relevant d'autres rubriques doivent être comptabilisées dans la situation administrative de l'installation ICPE, à l'échelle du site.
- En particulier, le guide entrepôt, précise à la question I.2.2 le classement au titre des rubriques

4XXX:

«Quel que soit le périmètre pouvant conduire au classement ICPE (1510), lorsque des matières ou produits combustibles d'IPD relèvent d'une des rubriques 4XXX, les règles de classement au titre de ces rubriques 4XXX, et le cas échéant, le statut de l'établissement au regard de la directive Seveso, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la directive Seveso. Ils doivent s'évaluer au regard de la totalité des matières ou substances dangereuses susceptibles d'être présentes au sein de l'ensemble des installations (IPD incluses dans le périmètre, IPD exclues, stockages extérieurs, ou activités...)».

Le classement ICPE du site prend en compte la totalité des matières classées au titre des rubriques 4XXX, indifféremment du nombre d'IPD ou groupes d'IPD.

Chambre pharmaceutique du bâtiment A:

L'inspection a constaté la présence de la cellule pharmaceutique, de dimensions cohérentes avec celles présentées dans le porter-à-connaissance.

* IPD ou Installations Pourvues d'une toiture Dédiées au stockage

L'inspection actera la nouvelle situation administrative par arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective :

L'inspection demande à l'exploitant de régulariser, dans un délai d'un mois, sa situation administrative en respectant les dispositions présentées dans son porter-à-connaissance, c'est-à-dire en concentrant les stockages de matières dangereuses en cellule 4 du bâtiment B dans les quantités du dossier, ou en portant à la connaissance du préfet les changements opérés sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Modification d'une ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article I.3

Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Ces modifications doivent être intégrées dans une version mise à jour de l'étude d'impact et de dangers tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Contexte:

Lors de la visite du 26/03/2025, l'inspection des installations classées avait constaté la présence de stockages de palettes en bordure du bâtiment B, qui n'avaient pas fait l'objet d'autorisation. L'inspection avait demandé à l'exploitant de régulariser sa situation en portant à la connaissance de l'inspection cette modification d'exploitation avec l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation des risques.

Documents de l'exploitant:

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel en date du 18/04/2025 un porter à connaissance reprenant la disposition des différents îlots de stockage, et les impacts de ceux-ci. Des modélisations des effets thermiques ont également été réalisées, et montrent une absence d'impact sur les bâtiments de l'entrepôt. En outre, le dossier mentionne que la quantité de palettes stockée ne dépasse pas le seuil de la déclaration pour la rubrique 1532.

Constats de l'inspection sur le terrain:

L'inspection a constaté que les palettes sont stockées dans les zones indiquées dans le dossier de porter-à-connaissance. Néanmoins l'inspection a constaté que ces zones étaient toujours indiquées comme étant des zones de parking. En outre, les risques et les précautions à prendre ne sont pas indiqués. Enfin, il apparaît que les délimitations de ces zones au sol, telles qu'elles ont été indiquées dans le porter-à-connaissance ne sont pas reportées sur le terrain.

Lors de la visite, l'inspection a de plus constaté la présence de stockages de palettes non mentionnés dans le dossier à proximité du bâtiment A. Il apparaît que ces stockages sont à proximité des stockages de palettes du bâtiment B. Néanmoins, les stockages de palettes étaient à plus de 10 mètres du bâtiment A.

Analyse de l'inspection:

L'article 2.III de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 prescrit une distance minimale de 10 mètres entre les stockages extérieurs et les parois de l'entrepôt. Ainsi, sous réserve que l'exploitant identifie ces emplacements pour les palettes le long du bâtiment A, et les risques

associés, des modélisations d'effets thermiques ne sont pas nécessaires. Néanmoins, l'exploitant doit porter à la connaissance de l'inspection la quantité totale de palettes stockées en extérieur sur l'ensemble de l'installation, afin d'actualiser sa situation administrative.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective :

L'inspection demande à l'exploitant de régulariser, dans un délai d'un mois, sa situation en enlevant les palettes en bordure du bâtiment A, ou en portant à la connaissance du préfet cette modification en quantifiant ces stockages.

L'inspection demande également à l'exploitant d'identifier clairement les zones de stockages de palettes le long du bâtiment B, en marquant les dimensions mentionnées dans le dossier porter-à-connaissance. Les risques seront également indiqués.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Registre entrée - sortie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article III.2

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation - Entretien

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des matières stockées, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Contexte:

L'exploitant a remis à l'inspection le 18/12/2024 un PAC complété dans lequel il demande à modifier à la hausse les quantités inhérentes à certaines rubriques de son arrêté préfectoral, comme vu au point de contrôle 1.

Le contrôle a donc porté sur la maîtrise de ces stocks par l'exploitant.

Éléments de l'exploitant:

Lors de la visite, l'exploitant a pu mettre à disposition de l'inspection des installations classées l'état des stocks «simplifié» du 18/12/2025, dont l'exploitant déclare qu'il contient les remontées de l'ensemble des locataires de l'entrepôt.

L'exploitant a déclaré réclamer à ses locataires une remontée de données de manière hebdomadaire pour les stocks classés sous la rubrique 1510, et une remontée quotidienne pour les matières dangereuses. Également, il a déclaré qu'en cas d'absence de remontées, des relances hebdomadaires étaient réalisées par courriel. A la demande de l'inspection, l'exploitant a déclaré dans son courriel du 24/12/2025 que la demande avait été réalisée auprès du gestionnaire de l'outil de remontée de l'état des stocks de réaliser des relances quotidiennes pour les locataires stockant des produits classés au titre de rubriques 4XXX.

L'exploitant a déclaré que les remontées étaient réalisées via courriel. Pour certains des locataires, la remontée est faite automatiquement par un logiciel interne, mais ce n'est pas le cas de tous. Lors de la visite, le locataire SD Log a montré son outil interne permettant de réaliser l'état des stocks, et en a montré le fonctionnement en interne. L'exploitant a été en mesure de montrer l'état des stocks du jour de la visite.

Document de l'exploitant:

L'inspection constate plusieurs éléments sur l'état des stocks «simplifié» du 18/12/2025, consulté le jour de la visite:

- L'état des stocks ne reprend pas les seuils du porter-à-connaissance, et des arrêtés préfectoraux du site;
- Les remontées pour SD LOG dataient du 16/12/2025, et celle de LVO datait du 12/12/2025;
- L'état des stocks montrait la présence de stocks dangereux sur le site
- L'état des stocks mentionne la présence de 180 kg de matière classée au titre de la rubrique 4511.

Analyse de l'inspection:

Il apparaît que compte tenu des matières dangereuses contenues dans les cellules de LVO, la remontée des données d'état des stocks devrait être quotidienne, selon la procédure de l'exploitant. L'article 1.4.I.2 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 prescrit cette obligation pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles. Au regard des constats de l'inspection au jour de la visite, ce n'est pas le cas sur le site.

En outre, les relances en cas de manquements de remontée de ces informations doivent donc intervenir à plus grande fréquence.

L'exploitant a la responsabilité de s'assurer que l'état des stocks est représentatif des stocks effectivement présents sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective :

L'inspection demande à l'exploitant de prendre les dispositions, dans un délai d'un mois, pour assurer la mise à jour quotidienne de l'état des stocks pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles sur le site, conformément à l'article 1.4.I.2 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation - Entretien

Prescription contrôlée :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

Constats :

Contexte:

Dans son dossier de porter-à-connaissance transmis à l'inspection du 18/12/2024, l'exploitant mentionne une gestion informatique des incompatibilités. En outre, le dossier mentionne: «Les utilisateurs seront tenus de stocker séparément les produits présentant des incompatibilités soit en se basant sur le tableau ci-dessous, ou sur les fiches de données de sécurité des produits stockés. La séparation physique pourra être constituée par des bacs de rétention individuels placés dans les racks et un éloignement suffisant à l'intérieur de la cellule de stockage, de sorte à éviter tout mélange entre incompatibles.»

Le contrôle a porté sur la gestion des incompatibilités dans la cellule 4 du bâtiment B.

Constats de l'inspection:

L'inspection a constaté que des plans de stockages délimitant des zones dédiées au stockage des différentes matières dangereuses étaient présents dans la cellule.

En outre, l'inspection a constaté que des pancartes sur les racks servaient de repère pour délimiter les zones susmentionnées.

L'inspection a néanmoins constaté que les délimitations de la zone alcool n'étaient pas claires, puisque des espaces voisins de la zone délimitée étaient également occupés par le stockage d'alcool. En outre, l'inspection a constaté la présence d'alcool dans la zone des polluants.

L'inspection a constaté la présence d'une enceinte grillagée pour le stockage des aérosols.

Éléments de l'exploitant:

L'exploitant a déclaré par courriel du 24/12/2025 que le sujet des incompatibilités et de la mise en place de séparations physiques avait été traité par la mise en place de bacs de rétention, de la cage grillagée pour les aérosols et le respect d'une distance composée d'une alvéole de stockage composée de produits 1510.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective:

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place, dans un délai d'un mois, un repérage pérenne et efficace des zones spécifiques au stockage de matières dangereuses définies par l'exploitant, afin de garantir l'évitement des incompatibilités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article II.7
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.</p> <p>À proximité d'au moins une issue, un interrupteur central doit être installé, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation initiale ou leur modification par une personne compétente.</p> <p>Des contrôles périodiques doivent être effectués dans les conditions fixées par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs.</p> <p>Les installations doivent être protégées contre les effets directs et indirects de la foudre, conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et à ses circulaires d'application du 28 janvier 1993 et 28 octobre 1996 ainsi qu'à la norme NFC 17-100 et NFC 17-102.</p> <p>Les documents attestant de la conformité des installations par rapport aux références précitées doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Contexte:</u></p> <p>A l'issue de la visite du 26/03/2025, l'inspection a constaté des manquements dans les vérifications des installations électriques d'un certain nombre de locataires.</p> <p>SD LOG:</p> <p><u>Éléments de l'exploitant:</u></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu consulter le Q18 en date du 25/03/2025. Ce Q18 mentionnait que la coupure n'avait pas été autorisée. En conséquence, la vérification des protection différentielles n'avait pas pu être effectuée.</p> <p>L'inspection a consulté le rapport de la vérification des installations électriques réalisée le</p>

29/03/2025. Cette vérification a statué sur le non-fonctionnement des protections différentielles en cellules 2 et 4 du bâtiment B.

L'exploitant a montré un justificatif d'intervention pour la réparation de ces deux protections.

VHL, SETCARGO, COSCO:

A l'issue de la dernière visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de fournir des vérifications des installations électriques complètes.

Pour le locataire COSCO, l'exploitant a transmis un Q18 en date du 18/05/2025 par courriel du 19/05/2025. Si ce Q18 conclut que l'installation électrique «ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion», néanmoins la vérification est notée partielle.

Pour le locataire VHL, par courriel du 19/05/2025, l'exploitant a transmis les justificatifs de sollicitation du locataire. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un nouveau Q18 complet à l'inspection à l'issue de la visite.

Pour le locataire SETCARGO, par courriel du 19/05/2025, l'exploitant a transmis les justificatifs de sollicitation du locataire. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un nouveau Q18 complet à l'inspection à l'issue de la visite.

Il apparaît donc que l'exploitant n'a pas répondu à la demande de l'inspection.

LVO

A l'issue de la visite précédente, l'inspection avait constaté que le certificat Q18 (intervention du 02/04/2025) concluait à une vérification complète avec risques d'incendie et ou d'explosion.

L'exploitant n'a pas transmis, le jour de la visite, de justificatifs de levée de non-conformité, ni de nouvelle vérification conforme.

Interrupteur général du bâtiment B :

A l'issue de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'indiquer sur le terrain l'emplacement de l'interrupteur général et de renforcer l'information de son emplacement dans les procédures internes.

Par courriel du 19/05/2025, l'exploitant a transmis la feuille d'émargement de la causerie sécurité qui a permis la sensibilisation du personnel sur la localisation des arrêts d'urgence des installations électriques.

Également, le plan de défense incendie a été transmis par le locataire du bâtiment B, et mentionne la présence de ces interrupteurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective:

L'inspection demande à l'exploitant :

- de réaliser, dans un délai de trois mois, des vérifications complètes des installations électriques dans les conditions qui le permettent pour les locataires concernés.
- de lever, dans un délai de trois mois, les non-conformités établies dans le rapport du locataire

LVO. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Stockages en masse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article III.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage doit être organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage.</p> <p>Les matières conditionnées en masse (sac, palette,...) doivent former des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • surface maximale des îlots au sol : 500 m² (pour les produits classés sous la rubrique n° 1510), • hauteur maximale de stockage : 8 mètres, • distance entre deux îlots : 2 mètres minimum, • une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage. Cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, • une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage <p>Les matières chimiquement incompatibles ou pouvant entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ne doivent pas être stockées dans la même cellule.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Contexte:</u> Lors de l'inspection du 26/03/2025, l'inspection avait constaté que les surfaces des stockages en masse dans les cellules 7 et 8 du bâtiment A étaient pour certaines supérieures à 500 m². En outre, les espaces inter-îlots n'étaient pas suffisants réglementairement. L'inspection avait mis en place un balisage temporaire à l'issue de la visite pour garantir une disposition réglementaire des stockages.</p>

Constats de l'inspection:

Lors de la visite, l'inspection a constaté que des marquages au sol avaient été effectués pour tracer la surface des îlots en masse maximale à respecter.

L'inspection a néanmoins constaté que certaines distances entre îlots étaient inférieures à 2m.

Éléments de l'exploitant:

Par courriel du 22/01/2026, l'exploitant a transmis des photographies des espaces inter-stockage qui ont été réajustés et marqués.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage en racks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article III.4

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage en palettiers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025

Prescription contrôlée :

Les palettiers doivent être efficacement protégés contre les chocs et être régulièrement entretenus pour en garantir le niveau de sécurité.

Le stockage des marchandises entreposées sur palettiers doit se faire de la manière suivante :

- allées de circulation : largeur minimale de 2 mètres,
- un espace minimum de 0,30 mètre doit être maintenu entre toutes parois et les palettiseurs,
- un espace minimal de 1 mètre doit être maintenu entre le sommet des blocs et les installations d'extinction automatique d'incendie.

Constats :

Contexte:

Lors de la visite du 19/05/2025, l'inspection avait constaté en cellule 4 du bâtiment B que l'écart entre les palettiers et les parois de cellule était inférieur à 30cm.

Constats de l'inspection:

L'inspection a constaté lors de la visite du 18/12/2025 que certains stockages étaient contre les parois des cellules.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande d'action corrective :</u> L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place, dans un délai de deux mois, une organisation ou un dispositif pérenne permettant de garantir l'écart du stockage aux parois de la cellule de 30 cm.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention des pollutions de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IV.6
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025
Prescription contrôlée : [...] <p>Un système doit permettre l'isolement du réseau de collecte des eaux susceptibles d'être polluées (eaux d'incendie et eaux pluviales polluées).</p> <p>Ces dispositifs doivent être maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.</p> <p>Leur entretien et leur mise en fonctionnement doivent être définis par consigne.</p>
Constats : <u>Contexte:</u> <p>Lors de la visite du 26/03/2025, l'inspection a constaté que les vannes n'étaient pas indiquées et que le mode opératoire n'avait pas été affiché sur le terrain.</p> <p>En outre, l'inspection avait demandé à l'exploitant de formaliser un test d'étanchéité annuel ou biannuel sur l'ensemble des vannes de confinement du site. Un protocole devait être formalisé et une vérification exhaustive de l'étanchéité interne conduite.</p> <p>L'inspection demandait également à l'exploitant de lui justifier le comportement des vannes en cas de coupure d'électricité.</p>

Documents de l'exploitant:

En réponse à l'inspection du 26/03/2025, l'exploitant avait transmis à l'inspection une attestation de validité et de contrôle des vannes martellières en date du 31/03/2025. Ce contrôle mentionne une vérification de la manœuvre et de l'étanchéité.

Constats de l'inspection:

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les vannes n'étaient pas indiquées de manière visible. Néanmoins le mode opératoire pour la fermeture était affiché.

Éléments de l'exploitant:

L'exploitant a transmis l'ordre de service, par courriel du 24/12/2025, pour la mise en place d'une signalétique sur les vannes du site. En outre, par courriel du 09/01/2026, l'exploitant a confirmé que le contrôle du joint et l'absence de fuite étaient des paramètres contrôlés lors de la vérification des vannes.

Analyse de l'inspection:

L'exploitant a réalisé un contrôle des vannes du site, qui comprend une vérification de l'étanchéité. L'exploitant devra formaliser leur contrôle conformément à la prescription susmentionnée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective:

L'inspection demande à l'exploitant

- d'indiquer sur le terrain, dans un délai d'un mois, les vannes de confinement du site ;
- de formaliser, dans un délai d'un mois, l'entretien et les contrôles d'efficacité/d'étanchéité des vannes de confinement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IX.3.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/04/2026

Prescription contrôlée :

La défense extérieure contre l'incendie est composée de 4 poteaux incendie par bâtiment normalisés (NFS 61-213) qui doivent assurer pour chacun d'eux et simultanément un débit minimal de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62-200).

L'installation doit assurer le débit requis de 4 000 litres/minute à partir des poteaux précités.

Le réseau doit être maillé, sectionnable et alimenté par deux sources en eau distinctes.

[...]

Constats :Éléments de l'exploitant:

Par courriel du 24/12/2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des poteaux incendie de 2025.

Ce rapport mentionne des débits réglementaires de 60 m³/h atteints pour 14 poteaux sur 25 poteaux contrôlés. Pour 7 poteaux, le débit est de 120 m³/h.

Il apparaît que les 4 poteaux restants affichent un débit nul pour les raisons suivantes:

- le «poteau 2» est hors-service;
- le «poteau 6» est endommagé, et un stockage de palettes devant empêchait son actionnement;
- le «poteau 7» est impossible à ouvrir;
- le «poteau 5» a la vanne de barrage fermée et introuvable.

L'exploitant a également transmis le plan des poteaux incendie sur le site qui mentionne uniquement 23 hydrants sur l'ensemble des bâtiments.

L'exploitant a également transmis les offres pour la réparation des poteaux incendie susmentionnés en date du 17/12/2025, et les ordres de travail en date du 18/12/2025.

En outre, des contrôles en simultané ont été réalisés sur les poteaux 2, 1 et 8 ; 1, 2 et 7 ; 9, 10 et 1. Le débit unitaire des poteaux est de 60 m³/h, donc en simultané sur 3 poteaux de 180 m³/h.

Dans son courriel du 24/12/2025, l'exploitant a transmis le courriel délivré dans le but d'organiser un roulement sur le contrôle des débits simultanés des poteaux.

Analyse de l'inspection:

En outre, l'inspection rappelle à l'exploitant que selon la prescription susmentionnée, quatre poteaux doivent pouvoir être déployés en simultané pour chaque bâtiment du site. En ce sens, les essais en simultané doivent être réalisés sur quatre poteaux. L'atteinte du débit de 4000 l/mn (240 m³/h) requis n'est pas donc pas confirmée pour le moment.

L'inspection constate qu'il y a des incohérences entre le plan et le nombre de poteaux contrôlés. En outre, il n'est pas possible d'identifier les poteaux clairement, puisque chaque bâtiment a des poteaux identifiés et numérotés de 1 à 10. Dans le rapport de contrôle néanmoins, si les numéros de poteaux sont mentionnés, les bâtiments ne sont pas précisés, il n'est donc pas possible de différencier les poteaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<u>Demande d'action corrective :</u> L'inspection demande à l'exploitant : - de réparer, dans un délai de deux mois, les poteaux incendie inefficaces sur le site ; - de mettre en cohérence les documents relatifs à la protection incendie avec le nombre de poteaux effectivement utilisés ; - de justifier par un essai de 4 poteaux d'incendie en simultané, que le débit de 240 m3/h requis est effectif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Défense intérieure-Réseau de sprinklage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025
Prescription contrôlée : [...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...]
Constats : <u>Contexte:</u> Lors de la précédente visite, l'exploitant s'était engagé à lever les non-conformités relevées dans le rapport de contrôle de sprinklage du 12/12/2024. L'inspection avait demandé à l'exploitant de justifier de la levée de ces non-conformités par une nouvelle vérification du système de sprinklage. <u>Éléments de l'inspection:</u> Par courriel du 19/05/2025, l'exploitant avait transmis un PV de levée de réserves pour le sprinklage.

Documents de l'exploitant:

Par courriel du 15/12/2025, et à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport Q1 du 05/06/2025. Ce rapport liste des non-conformités avec risque de mise en échec: SD Log – Bât B – Cellule 4: Présence d'aérosols incompatibles avec la protection ESFR.

Le rapport mentionne également la nécessité d'avoir un accord assureur. Des moyens mis en place sont également mentionnés: extinctions mobiles à poudre à l'extérieur et à l'intérieur de la zone. La surveillance 24h/24 et des rondes d'agents sont mentionnés. Outre cette non-conformité avec risque de mise en échec, des observations sont également formulées à la suite du rapport de vérification.

Par courriel du 09/01/2026, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle du sprinklage en date du 28/11/2025. Les mêmes remarques sont indiquées concernant la cellule 4 du bâtiment B, mais le rapport mentionne également un stockage incompatible (huile moteur) en cellule 5 et 6 du bâtiment C.

Éléments de l'exploitant:

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que le départ du locataire de la cellule 4 du bâtiment B était prévu au deuxième trimestre de 2026. L'exploitant a déclaré ne pas avoir entrepris de travaux particulier pour la modification du sprinklage.

Par courriel du 09/01/2026, l'exploitant a déclaré transmettre l'information du stockage incompatible au locataire, et de lever les observations par des visites de maintenance.

Constats sur le terrain:

L'inspection a constaté que le stockage d'aérosols était bien en place en cellule 4 du bâtiment B. L'inspection a constaté la présence de caméras, ainsi que de deux extincteurs de 50 kg à chaque extrémité de la zone grillagée.

Analyse de l'inspection:

Il est à noter que cette non-conformité n'avait pas été notée dans le rapport de vérification du 12/12/2024.

Il apparaît que le sprinklage est incompatible avec les stockages d'aérosols présents en cellule 4 du bâtiment B. En outre, une incompatibilité est également présente dans le bâtiment C. Il est à noter que l'huile moteur n'est pas autorisé dans ce bâtiment.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective :

L'inspection demande à l'exploitant de respecter la prescription susmentionnée, dans un délai de trois mois :

- en adaptant son installation de sprinklage aux aérosols stockés en cellule 4 du bâtiment B,
- OU en enlevant les aérosols de la cellule 4 du bâtiment B.

L'exploitant doit enlever les stockages d'huile moteur du bâtiment C.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois